

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 18 juillet 2024

Le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2024, l'estimant désormais à 2,2 % (contre 2,4 % en avril 2024).

LE CHIFFRE A RETENIR

2,2 %

Prévision du taux de croissance du PIB mexicain pour 2024 par le FMI

Cette révision à la baisse du taux de croissance du PIB mexicain serait liée (i) au ralentissement de l'économie étatsunienne observé par le Fonds (ajustement de leur prévision de croissance de 2,6 % à 2,4 % pour 2024), (ii) à un effet de base suite à la performance de l'économie en 2023 (+ 3,2 % du PIB) et (iii) à l'achèvement des grands projets d'infrastructures de l'administration actuelle, affectant le dynamisme global de l'économie. Le FMI a en revanche ajusté à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour 2025, à 1,6 % contre 1,4 % en avril.

Par ailleurs, le FMI considérerait que l'objectif d'inflation de la Banque Centrale du Mexique (3 % +/- 1 %) serait atteint fin 2025.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'agence de notation *Fitch Ratings* a maintenu la note souveraine du Mexique à **BBB-**, assortie d'une perspective stable. *Fitch Ratings* aurait toutefois souligné les faiblesses du pays au regard de la croissance à long-terme ainsi que des risques liés à l'entreprise nationale *Petroleos Mexicanos (Pemex)*. Ces risques concerneraient principalement l'appui financier du gouvernement, notamment lors du mandat de l'actuel président (4 % du PIB entre 2019-2023). Par ailleurs, l'agence estimerait le déficit public à 5,4 % du PIB en 2024 et 4 % du PIB en 2025 (contre 3,6 % du PIB en 2023). *Fitch* prévoirait enfin un ralentissement du PIB en 2024 à 2 % (contre 3,2 % en 2023).

Le FMI dans son dernier rapport (*External Sector Report 2024*) recommanderait aux autorités mexicaines de réaliser des réformes structurelles pour encourager l'investissement et la croissance de moyen et long terme. Le Fonds aurait encouragé les efforts (i) contre l'informalité ; et en faveur de (ii) l'amélioration des critères de gouvernance ; (iii) la participation des femmes sur le marché du travail ; (iv) la collaboration avec le secteur privé dans le domaine de l'énergie et (v) des réformes concernant la stratégie commerciale de *Petroleos Mexicanos*. D'autre part, le FMI aurait souligné une exposition limitée de la dette publique mexicaine à la dépréciation du peso mexicain en raison d'une dette détenue majoritairement en monnaie locale (77 %). Pour finir, le Fonds aurait salué le montant adéquat des réserves internationales dont dispose la Banque Centrale du Mexique (221 Mds USD au 12 juillet 2024).

Selon l'Institut National de Géographie et de Statistique (INEGI), l'industrie mexicaine aurait enregistré une faible croissance en mai 2024 (+0,6 % g.a.), soit la pire performance depuis 2021. Les secteurs minier et manufacturier auraient ralenti de 2,5 % et 1,8 % g.a. respectivement en mai. Cependant, la construction aurait enregistré une croissance de 9,4 % g.a. sur la période.

Selon l'INEGI, la consommation mexicaine aurait enregistré une baisse de -0,2 % g.m. en juin 2024 (contre +0,3 % g.m. en mai 2024). Cette contraction serait due à la faiblesse des transferts de fonds et du marché du travail au mois de mai en plus d'une reprise de l'inflation, affaiblissant le pouvoir d'achat des consommateurs mexicains.

Selon la Ministre de l'Economie Buenrostro, la récente imposition de droits de douane sur les importations étatsuniennes d'acier et d'aluminium chinois transitant par le Mexique serait le résultat d'un accord bilatéral. Ces mesures auraient pour objectif de protéger la compétitivité de l'Amérique du Nord et éviter l'affaiblissement des industries locales. Cette décision serait également le produit de discussion avec le secteur privé mexicain.

Selon le futur Ministre de l'Economie, le Mexique chercherait à réviser le moins possible l'accord commercial avec les Etats-Unis et le Canada (T-MEC). Il s'agirait ainsi d'une révision minimale et non pas d'une renégociation et le gouvernement mexicain aurait déjà entamé des discussions avec l'ancien président américain Donald Trump.

Finances publiques

Entre janvier et mai 2024, le déficit budgétaire mexicain aurait atteint 33 Mds EUR, soit le montant le plus élevé depuis le record de 2008, selon le Ministère des Finances. Cela représenterait une augmentation de 153 % g.a. Selon le Centre d'études économiques et budgétaires, le déficit observé surpasserait de 3,4 Mds EUR le montant prévu. Par ailleurs, la dette dans sa mesure la plus large aurait augmenté de 7,4 % g.a. sur la période, pour atteindre 794 Mds EUR, dont 77 % serait de la dette contractée sur le marché intérieur et 23 % en devises étrangères.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 18/07/2024
Bourse (IPC)	-3,68%	-0,54%	53744,78 points
Change MXN/USD	-2,59%	+7,4%	17,7
Change MXN/EUR	-1,17%	+4,4%	19,36
Prix du baril mexicain	-3,06%	+10,06%	74,97

Amérique centrale

Belize

Le Belize et le Salvador auraient signé un protocole d'accord pour améliorer leur liaison aérienne. L'Autorité de l'aviation civile (CAA) du Salvador et le département de l'aviation du Belize auraient déclaré conjointement que cette avancée, signée à l'occasion d'une conférence de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), devrait « améliorer les correspondances » entre les deux pays.

Costa Rica

La troisième émission d'obligations pour un montant de 1 Md USD qui doit être effectuée cette année aurait suscité des doutes parmi les députés de différents groupes politiques. Les inquiétudes seraient nées suite à l'annonce du ministre des finances de vouloir réformer une loi sur l'autorisation d'émission de titres sur le marché international. Les deux dernières émissions pour 2024 et 2025 seraient conditionnées à la réalisation d'actions visant à renforcer la gestion budgétaire. Un autre doute résiderait dans l'incohérence du gouvernement, lequel affirmerait avoir besoin de la troisième émission d'obligations, alors même qu'il a récemment rejeté le prêt de 400 M USD porté par la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Agence française de développement (AFD).

Le gouvernement du Costa Rica aurait obtenu gain de cause dans une procédure intentée par la société minière canadienne *Infinito Gold*, laquelle réclamait 395 M USD pour l'annulation d'un projet d'exploitation d'une mine d'or à ciel ouvert en raison d'irrégularités et de dommages causés à l'environnement. Le tribunal d'arbitrage aurait conclu qu'il était inapproprié d'accorder des dommages et intérêts en faveur d'*Infinito Gold*. Par ailleurs, le tribunal avait rejeté la plainte contre le Costa Rica en juin 2021, mais l'entreprise avait fait appel.

El Salvador

Le président Bukele aurait annoncé qu'il suspendrait les droits de douanes sur les produits alimentaires de bases pour une durée de 10 ans. L'annonce a été accompagnée d'un avertissement aux commerçants qui abuseraient des augmentations de prix. Le prix moyen d'un panier alimentaire de base aurait augmenté de 27 % entre le début de son premier mandat en 2019 et aujourd'hui. Le Salvador

importerait 25 % de ses haricots, 33 % de son riz et 90 % de ses fruits et légumes selon la Banque centrale.

En 20 ans, les catastrophes naturelles auraient coûté plus de 5,4 Mds USD au Salvador, soit le plus haut montant enregistré en Amérique centrale. Ce chiffre représenterait 16 % du PIB 2023. Selon la Fondation pour le Développement de l'Amérique Centrale (FUDECEN), le Salvador aurait été confronté entre 1990 et 2023 à 22 tempêtes tropicales et 15 inondations. Les investissements enregistrés entre 2019 et 2023 n'auraient pas été suffisants pour remplacer les pertes subies par les infrastructures.

Le Salvador serait désormais considéré comme un pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure par la Banque Mondiale. Initialement à tranche inférieure, l'organisation place dorénavant le pays au même niveau que le Guatemala ou encore le Costa Rica. Bien que cet indicateur mesure le revenu, la pauvreté n'est pas prise en compte dans cette classification. L'extrême pauvreté en 2023 aurait été plus élevée qu'en 2021, passant de 8 % à 9 % de la population, selon l'enquête sur les ménages à objectifs multiples (EHPM).

Guatemala

L'agence de notation *Moody's ratings* aurait maintenu la note Ba1 et une perspective stable sur le pays. L'agence aurait souligné la stabilité de la croissance et la gestion budgétaire prudente. Le déficit d'infrastructures, le bas niveau de revenu par habitant et les faibles indicateurs sociaux et de développement resteraient les principaux risques du pays.

Le ministère de l'économie aurait déposé une plainte auprès du ministère public suite à l'augmentation jugée anormale des prix de certaines denrées alimentaires. Celle-ci concernerait l'ensemble des acteurs de la chaîne, qui profiterait de la hausse générale des prix des produits agricoles pour augmenter leurs marges. Au premier semestre 2024, des pertes seraient estimées à plus de 50 % pour les fruits et légumes en raison des conditions climatiques et de divers problèmes logistiques.

Honduras

Les exportations auraient diminué de 179 M USD au cours des cinq premiers mois de 2024, soit une baisse de 3,6 % g.a. Totalisant une valeur de 4,8 Mds USD, cette contraction s'expliquerait par une chute de 8 % g.a. des ventes de marchandises, essentiellement de café et d'huile de palme brute. Les exportations du secteur agricole auraient totalisé 483 M USD, soit une diminution de 6 % g.a., associée à une baisse des volumes vendus.

Nicaragua

Le Nicaragua et la Chine auraient renforcé leur coopération par le biais de plusieurs signatures. A l'occasion du Forum pour une action mondiale partagée, un protocole d'accord sur la planification de la coopération entre les deux pays pour la période 2025-2027 et un accord de coopération économique et technique auraient notamment été signés.

Selon un sondage d'*Hagamos Democracia*, 6 nicaraguayens sur 10 souhaiteraient émigrer. Trois raisons principales auraient été évoquées : l'emploi, la pauvreté et une vision négative de l'avenir. L'enquête explique que seuls 28 % des interrogés auraient un emploi formel ; 13 % déclareraient avoir un salaire leur permettant de couvrir leurs dépenses et 99 % auraient une perception négative du futur dans le pays.

Panama

La société canadienne *Franco-Nevada Corporation* a formalisé sa demande d'arbitrage de 5 Mds USD contre le gouvernement panaméen concernant la fermeture du projet *Cobre Panama*. En effet, *Franco-Nevada* avait signé un accord avec *First Quantum* en 2016 dans lequel elle s'engageait à verser 1 Md USD pour financer la construction du projet minier situé dans la concession de Donoso. Cet accord permettait à *Franco-Nevada* d'acheter une partie de l'or et de l'argent extraits à un prix inférieur à celui sur le marché international. La demande aurait été enregistrée le 12 juillet 2024 auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements de la Banque mondiale.

Le Conseil des ministres aurait approuvé le projet de budget présenté par l'Autorité du canal de Panama (ACP) pour l'exercice 2025. Le budget prévoit des recettes totales de 5,6 Mds USD provenant de l'exploitation commerciale de la voie navigable interocéanique, soit 18 % de plus que lors de l'exercice précédent. Sur le total des recettes prévues pour l'année fiscale 2025, 4,1 Mds USD correspondraient aux recettes de péage, en hausse de 14 % g.a.

L'Autorité des services publics (ASEP) aurait infligé une amende de 14 M USD à *Naturgy*, une entreprise espagnole responsable de la production, distribution et du transport de l'électricité pour non-respect des normes de qualité dans la fourniture de services d'électricité. L'ASEP aurait rappelé aux entreprises concessionnaires qu'elles avaient l'obligation d'améliorer la qualité du service public pour la population. Selon ministre de l'énergie, l'amende imposée à *Naturgy* serait définitive et ne pourrait faire l'objet d'un appel, garantissant ainsi que ces fonds seraient restitués aux citoyens panaméens. La semaine dernière, le président de la république José Raul Mulino aurait déjà demandé à l'entreprise d'améliorer ses services sous peine de sanctions.

Les exportations de biens panaméens (à l'exclusion du cuivre) se seraient élevées à 383 M USD au cours des cinq premiers mois de 2024, en hausse de 5,4 % g.a. Il s'agirait également de la meilleure performance enregistrée à cette période depuis une décennie, selon le Bureau d'intelligence commerciale (Intelcom). Les produits nationaux les plus exportés au cours de la période seraient les bananes, le sucre de canne et les crevettes surgelées. Par ailleurs, les principales destinations des exportations panaméennes seraient les États-Unis, les Pays-Bas et Taïwan.

Caraïbes

Cuba

Selon le ministre de l'Économie Joaquín Alonso, l'économie cubaine se serait contractée de 1,9 % en 2023 et resterait confrontée à un "scénario complexe" en raison notamment d'un manque de devises et de faibles niveaux de production. Ce chiffre, légèrement inférieur à la prévision (contraction de 2 %) de décembre par son prédécesseur, reste pourtant loin de l'objectif initial de croissance de 3 %. Concernant le commerce extérieur, l'accès du pays aux devises étrangères demeurerait limité, entraînant une réduction des capacités budgétaires de l'État. Au premier semestre 2024, les objectifs de revenus d'exportations n'auraient pas été atteints (écart de 222 M USD par rapport au chiffre prévu). Parmi les activités dynamiques citées par le ministre, on compte les exportations de tabac, du charbon, des produits de la pêche et de produits biopharmaceutiques. En revanche, les recettes provenant du nickel, ainsi que les exportations du sucre, de miel et de rhum, afficheraient une tendance à la baisse. Les importations, quant à elles, se sont concentrées sur les produits alimentaires, le combustible et l'achat de médicaments et de fournitures médicales. À noter que sur les 900 M USD d'importations effectuées par les acteurs privés, 622 M USD auraient été réalisées par les PME. Par ailleurs, le tourisme resterait un vecteur de croissance du pays, avec 1,8 M de visiteurs accueillis en 2024 (+ 1,8 % g.a.), sur un objectif fixé à 3,2 millions. Enfin, d'après les autorités cubaines, l'inflation s'établirait à près de 30 % g.a.

République Dominicaine

Le gouvernement dominicain aurait réalisé 1,1 Md EUR d'investissements physiques (1 % du PIB) au cours du premier semestre 2024, soit une augmentation de 18 % g.a. En effet, le montant des dépenses en capital aurait augmenté de 170 M EUR en glissement annuel (il s'élevait à 977 M EUR sur la période janvier-juin 2023). Ces dépenses auraient été orientées vers la construction et réhabilitation de différentes infrastructures (hôpitaux, écoles et routes locales), les transferts de capitaux et les immobilisations.

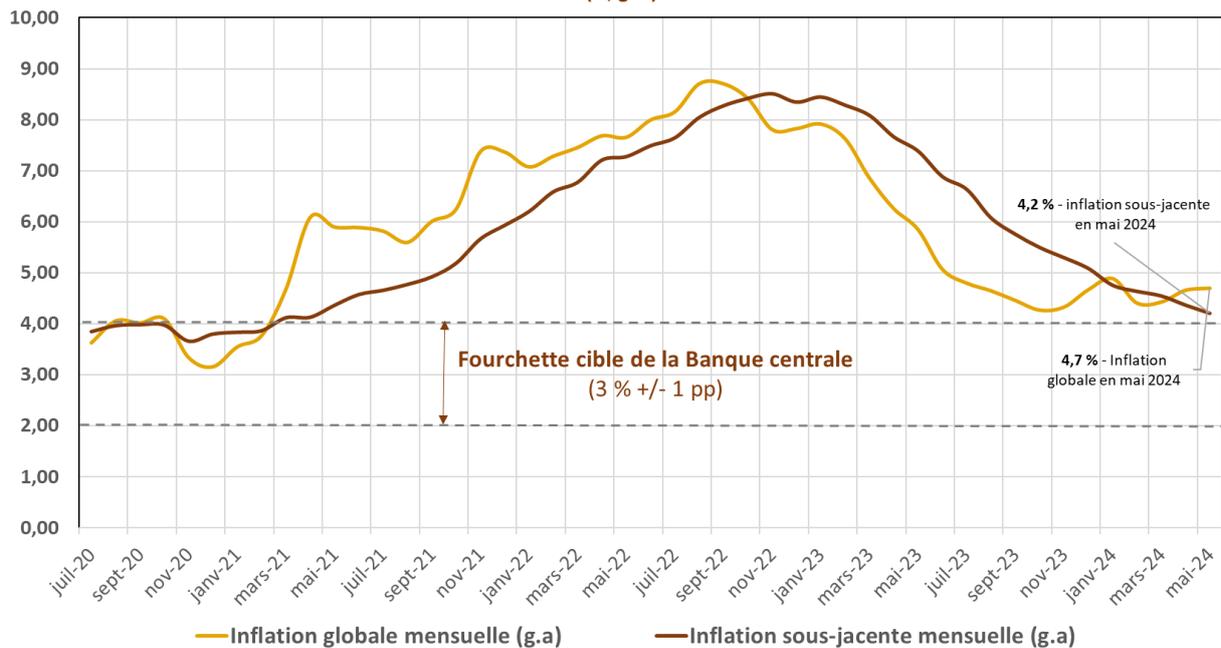
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11 %
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

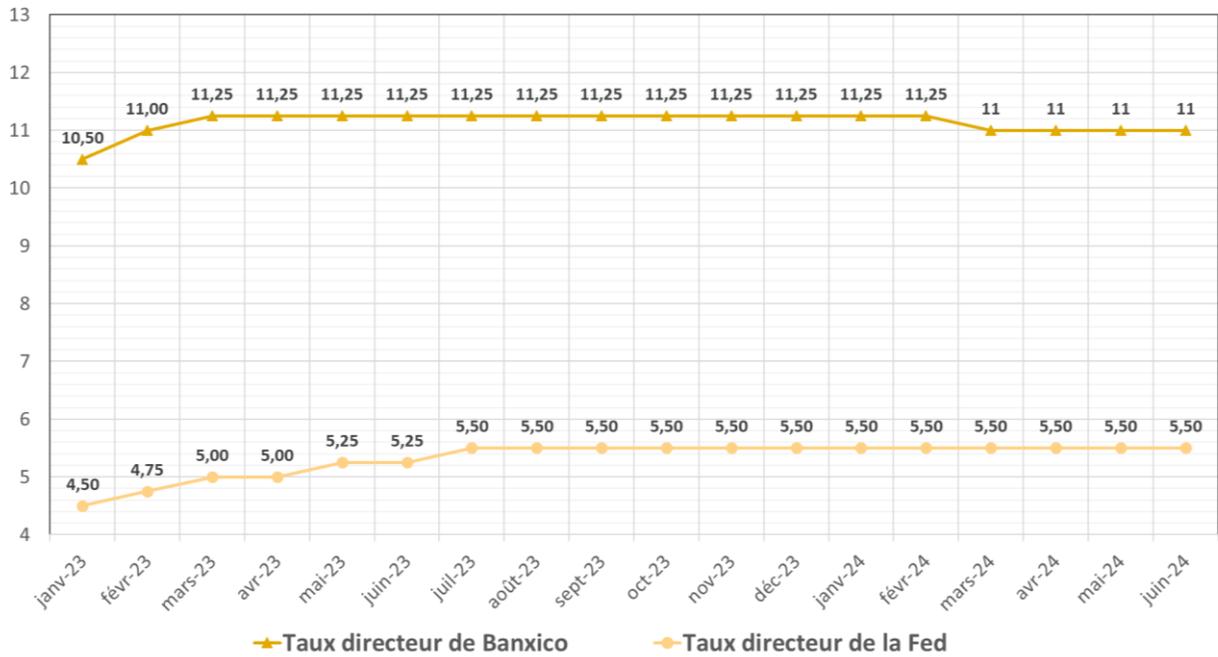
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (% g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



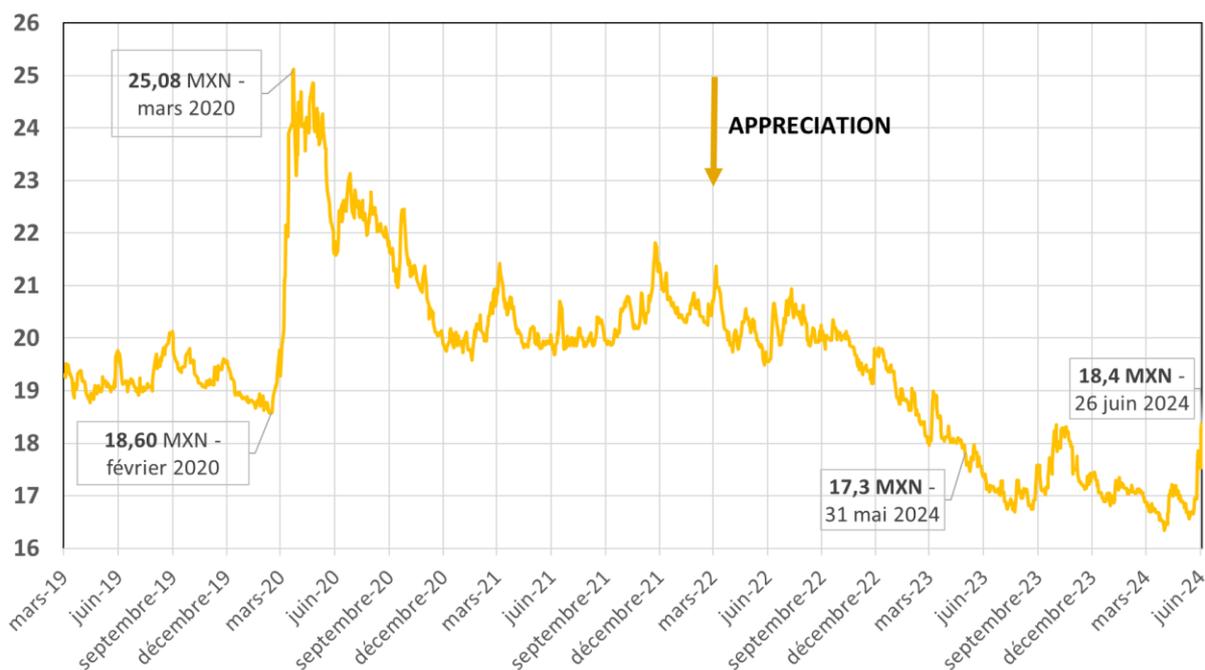
Source : Banque centrale du Mexique et FED

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

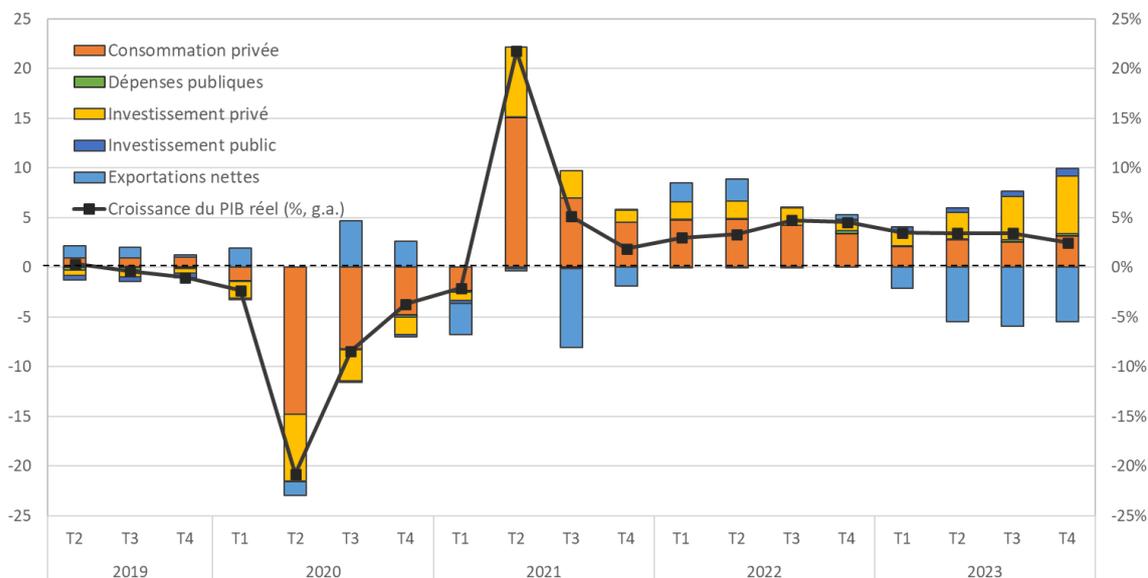
(MXN/USD)



[Source](#) : Banque centrale du Mexique

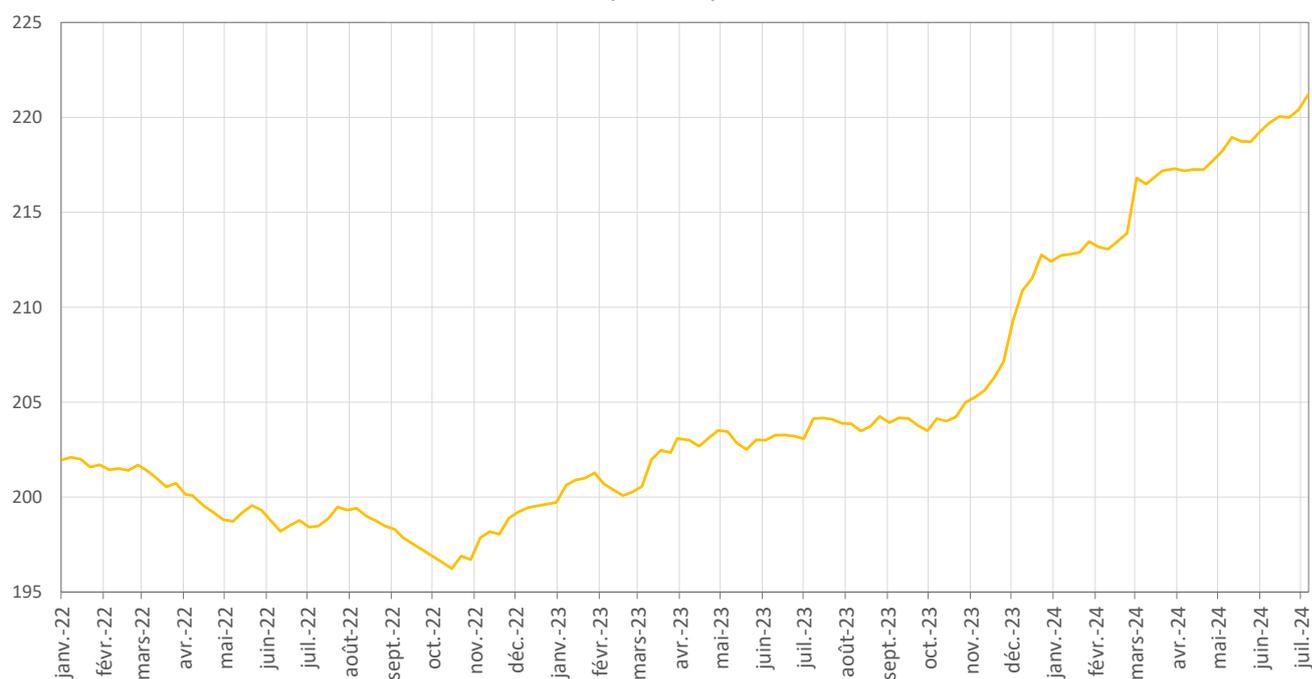
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



[Source](#) : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr